

NON A L'AUSTERITE

SORTIR DE LA CRISE, C'EST POSSIBLE ET NECESSAIRE

L'austérité ? Une machine à transférer les richesses que vous créez vers les marchés financiers et les actionnaires.

Dernier plan en date, la TVA qui augmente de 1,6% et qui devient « sociale », alors qu'elle baisse une nouvelle fois les charges sociales des entreprises, au détriment de notre pouvoir d'achat. Pour être compétitif disent-ils !

Et pour l'être encore davantage, il faudra être « flexible », c'est-à-dire accepter la baisse des salaires, la déréglementation des temps de travail en tirant un trait sur les lois qui s'appliquent à tous au profit d'accords particuliers dans les entreprises. C'est la loi de la jungle où les salariés, ouvriers, employés, techniciens, cadres ont tout à perdre.

Ces plans successifs n'ont d'autres motifs que d'accroître les profits des actionnaires (210 milliards d'€ en 2010 !).

Aux 4,5 millions de chômeurs, aux 8,5 millions de personnes qui vivent avec moins de 950 € par mois, aux millions de salariés de plus en plus précarisés, aux jeunes qui galèrent pour trouver un emploi, les experts disent : « **Vous coûtez trop cher !** ». Alors le Front de Gauche dit « **non à l'austérité** ». Il faut arrêter cette machine à broyer les vies. **Il faut relancer l'économie au service des hommes.** Comment ?

• **D'abord en portant le SMIC à 1700 € brut tout de suite.** Cet apport d'argent, qui permettra aux millions de salariés de respirer, sera réinjecté immédiatement dans l'économie.

• **En créant un pôle public financier** permettant de sortir l'argent de la spéculation et de le mettre au service de la création d'emplois productifs.

• **En relançant les services publics**, aujourd'hui démantelés. Les besoins vitaux comme l'énergie, la santé, l'enseignement,

le logement... doivent être sous contrôle de la nation.

Voilà quelques éléments forts de notre programme.

Et c'est l'affaire de tous les citoyens qui veulent que ça change vraiment.

Avec le Front de Gauche et son candidat, J.L. Mélenchon, c'est l'humain d'abord.

Nous voulons aussi la parole

Après une année 2011 où les médias n'ont accordé que 3% de temps de parole au Front de Gauche, l'ostracisme se poursuit en cette année électorale 2012. Les chiffres du CSA montrent qu'en janvier, son temps de parole à la TV a été de 5% et de 4% sur les radios, contre 73 et 75% pour les seuls PS et UMP !

Alors, pour en savoir plus sur la campagne du Front de Gauche et son programme, consultez les sites internet :

« placeauropeuple2012.fr » et « pcf.fr ».



TRAVAIL : ALERTE ROUGE

Avec la TVA antisociale, Sarkozy annonce deux autres mesures qui vont bouleverser de façon majeure les principes du droit du travail : **la suppression de l'autorisation administrative pour permettre aux entreprises de recourir au chômage partiel et les accords de « compétitivité emploi ».**

La première permettra aux employeurs d'éviter les débats nécessaires sur les raisons et la nature des difficultés rencontrées, donc de ne pas discuter des solutions possibles qui remettent en cause leurs critères de gestion. Ensuite c'est accepter que le chômage soit un mode de gestion au service des entreprises et non plus un système solidaire d'indemnisation des salariés en cas de difficulté.

La seconde a pour objectif de supprimer le

socle commun légal qui s'impose à tous les employeurs : la loi. Avec la mesure proposée, ce serait les accords signés dans l'entreprise qui s'imposeraient.

C'est-à-dire que sans la loi, ce sera le pot de fer contre le pot de terre, le chantage emploi contre salaire, temps de travail contre emploi...

Cet « accord de compétitivité » serait applicable à tous les salariés concernés, ce qui revient à accepter l'idée de la remise en cause du contrat de travail individuel qui relie le salarié à l'entreprise et qui garantit ses conditions d'emploi.

Dans cette affaire nous serons tous et toutes taillables et corvéables à merci.

Seule issue : s'organiser et lutter.

HOPITAL STELL : SOS URGENCES

Question : En cas de violente douleur thoracique faisant craindre un infarctus, de brusque poussée de fièvre de bébé, d'une chute ou de tout autre accident vaut-il mieux être à proximité ou éloigné d'un lieu de secours ? « *Le plus près possible bien sûr !* » répondez vous. Eh bien vous avez tout faux !

La preuve : transférer de Rueil à Suresnes le service des urgences de l'Hôpital Stell c'est, selon le directeur de cet établissement « *le choix de la raison* ». Mieux, selon un adjoint au Maire cette décision viserait à « *mettre en place une offre de santé de qualité à l'échelle du territoire* » ! Bref, c'est pour votre bien que désormais, de jour comme de nuit, il vous appartiendra de vous débrouiller pour rallier l'hôpital Foch...

L'un comme l'autre expliquent qu'il s'agit de « *concentrer les moyens* » afin « *d'améliorer la qualité des soins* », plutôt que de garder à Rueil des urgences « *moins performantes* » (les personnels de Stell apprécieront...). Cette tentative de justifier une décision prise sans solliciter l'avis des usagers, ni même celui de leurs élus, ne peut cacher la vérité. La disparition des Urgences est une conséquence directe au plan local de la politique de rentabilité voulue par le gouvernement (y compris par Le Maire-Ministre de Rueil) en matière de santé. Sa mise en œuvre se traduit dans toute la France par la fermeture et le démantèlement d'hôpitaux, de centres de soins et d'IVG, par la diminution des remboursements des médicaments, par l'explosion des tarifs des complémentaires santé etc. L'hôpital Stell n'échappe pas à cette volonté de rentabilité et de réduction de

l'offre publique au profit du privé. Foch non plus. C'est ainsi que ses services de chirurgie cardiologique et orthopédique ont été supprimés. C'est ainsi que la privatisation des services de bio-nettoyage et de restauration est loin d'être appréciée des personnels et des patients. C'est ainsi que le manque d'infirmier(e)s, brancardiers, aide-soignant(e)s ne cesse de s'aggraver. Quant au service des urgences, récemment rénové il s'avère déjà surchargé. Une hausse d'environ 2% de sa fréquentation était envisagée. Elle atteignait déjà près de 10% à la fin de l'année dernière ! Malgré tout leur dévouement les personnels peinent à répondre à la réalité des besoins. De longues attentes ne sont pas rares pour les consultants les moins gravement atteints. La fermeture des Urgences de l'hôpital Stell n'arrange pas les choses. Venus de Suresnes, ou de Rueil, les patients doivent... l'être de plus en plus ! Sans attendre ils peuvent exprimer leur mécontentement auprès de leurs élus. Et d'une manière particulièrement efficace au cours des prochains mois : en accordant leurs suffrages au(x) candidat(s) du « Front de gauche » pour lesquels l'humain doit toujours prendre le pas sur la rentabilité !

Quelques unes des mesures que prendra le Front de Gauche :

Elles seront rendus possibles par l'abrogation de la « loi Bachelot », de la réforme hospitalière et par la suppression des Agences Régionales de Santé.

Leur financement sera assuré par une cotisation modulée sur les salaires et une contribution sur les revenus des entreprises, banques et assurances.

- remboursement à 100% des dépenses couvertes par la Sécu, y compris lunettes et soins dentaires
- accès gratuit et effectif à la contraception et à l'IVG
- négociations pour remettre en cause les dépassements d'honoraires
- arrêt des fermetures ou démantèlement d'hôpitaux, de maternités, de centres de soins et d'IVG, de services (tels les urgences)
- création d'un pôle public de médicaments
- investissements massifs pour donner à l'hôpital public tous les moyens nécessaires à une politique de santé de qualité

Faute d'argent, on se soigne moins

Près d'un français sur cinq (19%) affirme avoir réduit ses dépenses de santé, faute de moyens, selon un sondage réalisé par Santé Magazine de janvier. 6% des français déclarent avoir baissé « nettement » leurs dépenses et

13% « un peu ». 74% disent consulter moins souvent, 69% réduisent leur consommation de médicaments, 42% renoncent aux soins dentaires, 30% aux soins d'ophtalmologie et 28% ne pratiquent pas les examens prescrits.

Carte Imagine R : Le Conseil Général doit prendre sa part

La Région Ile de France et le Syndicat des transports d'Ile de France prennent à leur charge la moitié du coût des abonnements des jeunes de 16 à 23 ans, lycéens, apprentis, étudiants qui doivent se déplacer pour aller étudier. Le coût de la carte Imagine R reste quand même conséquent, environ 417 euros pour la carte annuelle pour les zones 1-2-3. Plusieurs départements, l'Essonne, la Seine-et-Marne, le Val de Marne et le Val d'Oise complètent le dispositif en couvrant la moitié du restant. Les conseillers généraux communistes demandent que le Conseil Général des Hauts de Seine fasse de même.



Faites-vous entendre vous aussi : une pétition est disponible en ligne :

www.petitionenligne.fr/petition/pour-le-remboursement-a-50-de-la-carte-imaginer-dans-les-hautsdeSeine/1790

LOGEMENT : des besoins brûlants

Monsieur Coppé vantait l'autre soir à la télévision, dans une émission qui lui était consacrée, sa disponibilité, comme élu local et maire de Meaux, pour trouver des solutions aux problèmes difficiles auxquels pouvaient être confrontés leurs administrés.

A Rueil, en tout cas, à chaque fois qu'on est confronté à un besoin urgent de logement, surpeuplement, habitat dégradé, en

hôtel social ou sans-logis, on est toujours confronté à la même réponse : on n'a pas de logement dans la catégorie adéquate pour l'instant. Pour un 3 pièces, il faut attendre 4 ans, pour un 4 pièces 6 ou 7 ans. Pour un 5 pièces, c'est impossible.

La situation du logement est désastreuse. Il faut construire du logement social dans toutes les catégories de surface et de prix !



Un rassemblement a eu lieu devant la mairie de Suresnes le 14 décembre pour le rappeler à Monsieur Dupuy, qui est à la tête de l'Office Public Départemental d'HLM des Hauts de Seine.

LOGEMENT : un droit

« Nous avons décidé que pour les trois ans qui viennent, tout terrain, toute maison, tout immeuble, verra ses possibilités de construction augmenter de 30% ».

Ces dernières mesures annoncées par Sarkozy vont au contraire participer à l'augmentation du prix des terrains et aggraver la spéculation immobilière. Et ce n'est pas parce que les propriétaires pourront accroître la surface de leur maison individuelle que la demande de logement sera résolue !

Aujourd'hui il y a 1,2 millions de demandeurs de logements et des millions de mal logés.

Il faut faire du logement un droit et une priorité nationale.

Le Front de Gauche préconise un plan d'ur-

gence pour le logement et contre la spéculation foncière et propose que le logement locatif social soit reconnu comme logement accessible à tous. Son programme prévoit :

- la construction de 200 000 logements publics sociaux par an pendant 5 ans
- le budget logement porté à 2% du PIB
- l'interdiction des expulsions locatives
- la revalorisation de l'APL
- la suppression du surloyer
- la loi de réquisition des logements vacants
- la création d'un service public national et décentralisé du logement, de l'habitat et de la ville
- l'application résolue de la loi SRU élargie.

PROCURATIONS

Vous êtes absents le jour des scrutins

Présidentielle les 22 avril et 6 mai ou Législatives les 3 et 17 juin

Contactez Marc BECQUEY : 01 47 32 09 97

marc.becquey@free.fr



Vous pouvez le commander par internet :

« pcf-rueil@wanadoo.fr »

Nous l'apporterons chez vous.

Prix : 2 euros

ICADE

condamné à rembourser

610 000 euros

aux locataires

du square des Gaudonnes

Nous l'annonçons dans PCF Rueil Info d'octobre 2010 : les locataires de la résidence du square des Gaudonnes n'avaient pas l'intention de se laisser faire !

Leur bailleur, ICADE (remplacé depuis par le bailleur social OSICA), ne voulait rien entendre depuis des années et persistait à leur faire payer des charges non récupérables. Alors, en décembre 2009, une cinquantaine de locataires avec l'aide de leur amicale affiliée à la Confédération Nationale du Logement (CNL) et du cabinet d'avocats GIACOMO portait plainte contre ICADE auprès du Tribunal d'instance de Puteaux pour obtenir le remboursement de ces charges.

Après une longue bataille judiciaire menée par Me Herry avec la collaboration de l'amicale des locataires, le tribunal a rendu son jugement le 30/08/2011 et a condamné ICADE à rembourser environ **610 000 euros** aux locataires. Cela représente, pour certains locataires habitant la résidence depuis une trentaine d'années, plus de 17 000 euros.

Cette formidable victoire n'aurait pas été possible sans l'action de l'amicale des locataires et la force d'une démarche collective. Elle annonce bien la prochaine bataille contre l'application de la néfaste Loi Boutin et ses conséquences sur le montant des loyers pour les locataires à revenus moyens.

Présidentielle et Législatives

Trois candidats du Front de Gauche

Les partenaires du Front de Gauche (parti communiste, parti de gauche de J.L. Mélenchon, fédération pour une alternative sociale et écologiste de Clémentine Autain et Jacqueline Fraysse, Gauche Populaire et Convergences et Analyses, deux organisations issues du Nouveau Parti Anticapitaliste d'O. Besancenot, République et socialisme,

issue du Mouvement Républicain et Citoyen de J.P. Chevènement, parti communiste des ouvriers de France) se sont entendus pour désigner un candidat commun aux élections présidentielles, Jean-Luc Mélenchon. Ils ont également désigné partout des candidats communs pour les élections législatives.



Dans la circonscription de Rueil, Garches et Saint-Cloud, les candidats du Front de Gauche sont **Camille Barré**, bibliothécaire, dirigeante associative engagée contre les discriminations, membre du parti communiste et de son Conseil national, et **Antoine de Cabanes**, étudiant, membre du comité du Front de gauche de Sciences-Po.

Débaptiser la Place Louis Renault

Le 14 décembre dernier, les héritiers de Louis Renault assignaient l'Etat au Tribunal de Grande Instance de Paris en réparation du préjudice qu'ils auraient subi du fait de la nationalisation des usines Renault en 1945 en raison du rôle joué par Louis Renault dans la collaboration industrielle avec l'occupant. Le Tribunal s'est déclaré incompétent et les a renvoyés vers les tribunaux administratifs.

Les héritiers mènent, par ailleurs, une campagne de presse pour la réhabilitation de leur grand-père.

Rappelons quand même qu'en plus de livrer camions et pièces de chars en quantité à l'armée allemande, celui-ci fit livrer à la police et à la Gestapo ceux de ses ouvriers qui continuaient à mener le combat syndical ou qui organisaient la résistance. Plusieurs d'entre eux furent fusillés, d'autres furent déportés et ne revinrent pas. Les élus d'opposition ont demandé une nouvelle fois, dans le journal municipal, que la Place Louis Renault soit débaptisée et dédiée à ses victimes.

COMMENT FINANCER LE PROGRAMME DU FRONT DE GAUCHE

L'ensemble des mesures contenues dans le programme du Front de Gauche est évalué à 195 milliards sur la durée de la mandature.

Le Front de Gauche avance des solutions d'intérêt général et propose une stratégie réaliste pour y parvenir, assumant les rapports de force nécessaires aux changements proposés. Pour lui, la sortie de crise repose sur la relance de l'économie par des investissements sociaux importants (salaires, logement, retraite, etc.), fi-

nancés principalement par une profonde réforme fiscale :

- Augmentation du nombre de tranches de l'impôt sur le revenu qui passerait de 5 à 14. La dernière tranche serait imposée à 100 % au delà de 360 000 euros par an, créant ainsi de fait un revenu maximum par personne de ce montant. Ces mesures rapporteront 20 milliards.
- Augmentation des impôts sur la fortune et les successions (en conservant les abattements actuels) pour recueillir 10 milliards

- Taxation des revenus financiers des entreprises : recette de 20 milliards
- Taxation des revenus du capital au même niveau que ceux du travail : recette de 50 milliards
- Suppression des « niches fiscales » des entreprises : 20 milliards
- Lutte contre la fraude fiscale des entreprises : 30 milliards
- Suppression des exonérations de cotisations sociales patronales, payées par l'Etat à la sécurité sociale, totalement inefficaces pour l'emploi : 30 milliards

ENSEMBLE NOUS SOMMES LA SOLUTION

- Je souhaite être informé des propositions et de la campagne du Front de Gauche
- Je souhaite participer à la campagne du Front de Gauche
- Je rejoins le Parti communiste français

Nom, prénom :

Adresse :

Tél : Mail :

A retourner à : Parti communiste français 4, rue Gambetta 92500 Rueil-Malmaison



Je souhaite être informé sur l' HD